

PROFIL DE POSTE

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	LOGISTICIEN / ADMINISTRATEUR BASE
Pays & base d'affectation	CAMEROUN - BATOURI
Rattachement hiérarchique	RESPONSABLE DE BASE
Création / Remplacement (+ nom)	Création
Durée de passation	N/A
Durée de la mission	6 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

[Ce poste est basé à Batouri (dans la région de l'Est) et sera lié à la crise centrafricaine. Le contexte de la crise nigérienne est laissé à titre d'information (interventions dans l'Extrême-Nord du pays)]

Crise Centrafricaine

En République Centrafricaine, suite à la démission du président Djotodia le 10/01/2014, l'ex coalition au pouvoir Séléka est devenue de moins en moins présente et à l'inverse, les groupes anti-balaka ont pris de plus en plus d'importance, contrôlant certains postes frontaliers et menant des attaques sur des musulmans associés à la Séléka, ce qui a contraint plusieurs milliers de personnes à fuir leur pays. A ce jour, malgré la signature des accords de paix à Brazzaville et la tenue du Forum de Bangui, la situation en RCA reste très volatile, et les exactions et les pillages menés par de différents groupes armés continuent aussi bien à Bangui qu'en dehors de la capitale.

Depuis que la crise a éclaté en RCA en décembre 2013, plus de 140 000 réfugiés, majoritairement musulmans, ont traversé la frontière camerounaise au niveau des régions de l'Est et de l'Adamaoua. Après une phase de stabilisation durant le second semestre 2014 et quelques retours spontanés, 126 650 de ces réfugiés sont encore présent sur le territoire camerounais (source UNHCR 15/06/2015). Si la situation est moins dramatique pour ces populations qu'elle ne l'a été en phase d'urgence durant l'année 2014, elle reste toutefois extrêmement préoccupante avec notamment une couverture des besoins de base que partiellement assurée et des conditions en termes de logement ou d'accès à l'eau et assainissement restant préoccupantes et engendrant des risques sanitaires liés à la forte concentration de la population

En outre, cette vague de réfugiés s'est additionnée au précédent afflux de réfugiés centrafricains entre 2004 et 2011, soit environ 99 000 personnes, installés dans les villages camerounais. Ces réfugiés, dits anciens réfugiés, ont été les premiers à accueillir les nouveaux réfugiés de 2014. Une partie des ceux-ci a été installée dans les sites de réfugiés mis en place dans le cadre de la réponse humanitaire coordonnée par l'UNHCR afin de désengorger les sites frontaliers et assurer une prise en charge efficace des besoins immédiats. A ce jour, 7 sites accueillent des réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, regroupant 55% des nouveaux réfugiés.

L'autre partie des réfugiés (45%) s'est installée sur les points d'entrée et dans les villages d'accueil. Néanmoins, à ce jour, l'aide humanitaire se concentre essentiellement sur les sites de réfugiés, et les besoins constatés dans les points d'entrée et dans les villages hôtes restent nombreux, urgents et non couverts. L'installation des nouveaux réfugiés a considérablement accru la pression sur les ressources existantes, et plus particulièrement sur les infrastructures d'approvisionnement en eau, les ressources en bois, les infrastructures publiques (écoles, centres de santé...), ce qui a augmenté le risque de tensions entre les communautés hôte et réfugiée.

Au-delà de la situation des réfugiés, la situation structurelle des équipements de base et des pratiques, notamment en terme d'hygiène et d'assainissement, dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua est historiquement mauvaise. La pression supplémentaire des réfugiés dans

la zone aggrave encore un peu plus cette situation.

Crise Nigériane

Dans la partie septentrionale du Cameroun, l'insécurité imposée depuis 2013 par la secte islamiste Boko Haram a atteint son paroxysme en 2014 et 2015, par l'intensification des incursions et des attaques dans l'état de Borno côté Nigéria. Suite à la déclaration de guerre, par Paul Biya, Président de la République du Cameroun, les incursions de cette secte en territoire camerounais s'intensifient dès mai 2014.

De nombreuses populations de l'Extrême-Nord ont quitté leurs domiciles pour trouver refuge dans des familles d'accueil. Aujourd'hui, de nouveaux déplacements et entrées continuent d'être enregistrés. Ces mouvements de la population posent un sérieux problème à l'accès aux ressources et aux besoins de première nécessité. Malgré les efforts consentis par l'Etat du Cameroun, le HCR et ses différents partenaires, les défis à relever semblent encore énormes.

A ce jour, ces violences ont contraint plus de 192 000 Nigériens à traverser la frontière dont 74 000 vers le Cameroun voisin. 42 000 d'entre eux ont trouvé refuge dans le camp de réfugiés de Minawo qui accueille chaque jour une centaine de réfugiés supplémentaires en provenance des localités frontalières. Il y aurait en outre plus de 82 000 déplacés internes camerounais principalement réparti dans les départements du Logone-et-Chari (32 000), du Mayo-Sava (12 500) et du Mayo-Tsanaga (34 000).

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun a connu depuis l'année 2014 une intensification des incursions et problèmes sécuritaires liés à la secte islamiste Boko Haram. Les problèmes sécuritaires se concentrent essentiellement sur une bande de 15 à 30 km le long de la frontière nigériane. Ils ont conduit à la fuite des populations camerounaises de ces territoires vers l'intérieur de la région et une augmentation des arrivées de réfugiés nigériens. La région de l'Extrême-Nord est ou outre touchée par une crise alimentaire, nutritionnelle et sanitaire structurelle, qui justifie la présence du Cameroun dans le Plan de Réponse Stratégique (SRP) "Région du Sahel" 2014-2016.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Présente depuis avril 2008 au Cameroun, PUI s'est consacrée à la résolution des difficultés dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Les actions ciblent les réfugiés centrafricains installés à l'est du pays depuis 2006 (Régions de l'Est et de l'Adamaoua) et les populations d'accueil.

Les programmes ont évolué afin d'accompagner la progressive autonomie en sécurité alimentaire de ces populations réfugiées centrafricaines, la plupart souhaitant rester définitivement au Cameroun.

Le volet WASH progresse également vers une stratégie de responsabilisation à différents niveaux (des usagers aux responsables communaux), notamment dans un contexte de décentralisation de la gestion de l'eau de l'Etat vers les communes. Sur le volet accès à l'eau, en parallèle des constructions et réhabilitations de forages une grande part des activités est consacrée à la formation (des usagers, des Comités de Gestion de l'eau, des responsables locaux techniques et administratifs). Des sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement sont également menées.

L'arrivée de nouveaux réfugiés en 2014 amène PUI vers une réponse d'urgence qui s'oriente vers les points d'entrée frontaliers et les sites d'accueil (camps en retrait de la frontière), à travers des activités de gestion de camps, WASH, shelter et Livelihoods. En outre, compte tenu du fait que les réfugiés s'installent également dans de nombreux villages de la zone, PUI mène une réponse adaptée à cette configuration.

L'année 2015 voit la poursuite des activités menés en 2014 avec un basculement vers la post-urgence pour répondre au mieux aux besoins identifiés. En outre, la crise nigériane exigeant une réponse adaptée dans la région de l'Extrême Nord, une évaluation multisectoriel a eu lieu début juillet et a permis d'identifier au mieux les secteurs d'interventions les plus pertinents.

Les crises successives actuelles impliquent des besoins importants, et donc des activités nouvelles. PUI envisage ainsi plusieurs nouveaux projets, et souhaite élargir ses secteurs d'intervention, en incluant par exemple une action en santé. La mission a déjà connu une phase de croissance importante, et elle continue à se développer.

Historique de la mission et programmes en cours

Programmes en cours (Région Est et Adamaoua) :

- UNHCR 15028 : CMC (Gestion de camps), WaSH, Shelter, Infrastructure sur et hors camps (Est et Adamaoua)
- ECHO 15051 : Appui en Shelter sur les sites de réfugiés et en Wash et Gestion des ressources hors site (Est et Adamaoua)
- DFID 15058 : Appui à la décentralisation WaSH au niveau des communes et promotion foyers améliorés (Est)
- ECHO 15095 : Réponse multisectorielle en faveur des populations impactées par la crise sécuritaire (Extrême Nord)
- GIZ 15107 : Projet pilote de fabrication, distribution et d'utilisation de combustibles alternatifs (Est)
- GIZ 15108 : Appui en WaSH pour les populations hôtes et réfugiés (Nord et Adamaoua)

Programmes déposés :

- UNHCR Est-Adamaoua : Autonomisation et amélioration des conditions de vies des réfugiés Centrafricains et des populations hôtes vulnérables de l'Est et de l'Adamaoua
- UNHCR Extrême Nord : Gestion de camps réfugiés impactées par la crise nigériane

Configuration de la mission

BUDGET PREVISIONNEL 2015	5 millions d'euros
BASES	BERTOUA, NGAOUNDERE, BATOURI, MAROUA BASE AVANCEE A NGAOUI, DJOHONG, KETTE ET TOUBORO
NOMBRE D'EXPATRIES	17
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	Approx. 150 (en augmentation)
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	6 (+2 déposés)
PRINCIPAUX PARTENAIRES	UNHCR, EuropeAid, ECHO, DFID, GIZ
SECTEURS D'ACTIVITES	Sécurité alimentaire, Eau, Hygiène et Assainissement, Shelter, Gestion de camp (CMC), Gestion des ressources
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	1 Adjoint CdM aux Programmes, 1 CAF, 1 Coordo Log, 1 Coordo Wash, 1 Support log, 1 Support RH-admin, 3 Responsables de Base, 3 RT WASH, 2 RT Urgence, 1 RT Combustible, 2 Log/Admin
POSTES VACANTS	1 CDM, 1 RT Secal, 1 Responsable M&E

Description du poste

Objectif global

Le/la Logisticien/ne – Administrateur/trice (« Log-Admin ») est responsable du bon fonctionnement des services logistique et administration de la base dans le respect des procédures PUI et bailleurs.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Ressources Humaines** : Il/Elle supervise les activités de gestion administrative des ressources humaines sur la base.
- ▶ **Suivi logistique**: Il/Elle supervise les volets logistiques, en particulier le suivi des commandes, des stocks d'aide, de carburant, des équipements et l'organisation des mouvements de véhicules, avec l'appui fonctionnel du/de la Coordinateur/trice Logistique (CLOG) de la mission.
- ▶ **Suivi administratif et financier** Il/Elle supervise les volets administratifs et financiers sur la base et s'assure du respect des procédures afférentes, avec l'appui fonctionnel du/de la Coordinateur/trice Administratif/tive et Financier/e (CAF) de la mission.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. ASSURER LA GESTION ADMINISTRATIVE DES RESSOURCES HUMAINES SUR LA BASE

- ▶ Il/Elle participe au processus de recrutement ainsi qu'à toute décision de mettre fin à un contrat de travail du personnel national sur sa base.
- ▶ Il/Elle s'assure du respect du Règlement Intérieur de PUI sur sa base.
- ▶ Il/Elle assure la gestion administrative du personnel national, en particulier des opérations de paie, du suivi des absences, de la constitution et mise à jour des dossiers du personnel ainsi que leur archivage.
- ▶ Il/Elle veille à ce que tous les salariés nationaux aient une évaluation écrite au moins une fois par contrat et par an.
- ▶ Il/Elle assure ou délègue l'intégration de tout nouveau salarié sur sa base, et s'assure en particulier que les procédures logistiques, administratives, RH et financières, ainsi que les procédures d'utilisation des moyens de communication et de transport soient expliquées et comprises.
- ▶ Il/Elle complète la formation du personnel local (aspects logistiques et administratifs) si besoin.
- ▶ Il/Elle prépare les profils des postes nationaux sous sa supervision directe, et les diffuse pour validation au/à la Responsable de base et au/à la CAF et tout autre référent potentiellement concerné (selon le poste).
- ▶ Il/Elle veille à la gestion d'éventuels conflits interpersonnels sur sa base et rapporte au/à la Responsable de base dans le cas où il/elle ne parvienne seul/e à régler le différend.
- ▶ Il/Elle est le garant de l'image de PUI dans sa zone d'intervention et veille à ce titre à ce que l'ensemble du personnel sous sa responsabilité ait un comportement en adéquation avec les valeurs défendues par l'organisation et respectueux de la culture locale.

2. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE DE LA BASE

- ▶ Il/Elle assure le management et l'organisation du service logistique de la base.
- ▶ Il/Elle assure la formation du personnel logistique afin qu'ils soient efficace dans la réalisation de leurs activités.
- ▶ Il/Elle est responsable de la mise en œuvre des moyens liés à la sécurité de sa base.
- ▶ Il/Elle supervise la réalisation des achats de sa base par l'intermédiaire du logisticien base.
- ▶ Il/Elle supervise le parc de véhicules de sa base.
- ▶ Il/Elle supervise l'organisation des mouvements des véhicules de manière hebdomadaire.
- ▶ Il/Elle supervise la livraison des marchandises programmes sur les sites d'intervention.
- ▶ Il/Elle supervise le stockage des biens et équipements de sa base et sa zone d'intervention..
- ▶ Il/Elle supervise l'entretien des équipements rattachés à sa base.

- ▶ Il/Elle veille à ce que la base (bureau et logement) dispose des équipements minimum convenables au travail et à l'hébergement des équipes, dans des conditions de sécurité optimales.
- ▶ Il/Elle est responsable des documents et rapports logistiques qui doivent être réalisés par sa base.

3. ASSURER LE SUIVI ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE LA BASE

- ▶ Il/Elle est responsable de l'optimisation des coûts, il/elle utilise les suivis budgétaires à cette fin et s'assure du bon approvisionnement financier de sa base.
- ▶ Il/Elle participe à l'analyse collective (techniques, administration et logistique) des suivis budgétaires, détecte les écarts et propose des ajustements au/à la Responsable de base et au/à la CAF.
- ▶ Il/Elle s'assure que la comptabilité est saisie selon les règles internes et communiquée au/à la CAF selon le calendrier établi, après validation du/de la Responsable de base
- ▶ Avec le/la CAF et le/la Responsable de base, il/elle suit la trésorerie de sa base et supervise les paiements.
- ▶ Avec le/la CAF et le/la Responsable de base, il/elle s'assure qu'un système de contrôle interne est en place sur sa base. Il/elle s'assure du respect de la procédure d'engagement des dépenses et participe à la validation des dossiers d'achat.
- ▶ Il/Elle est le garant de la tenue des comptes et veille à ce titre à ce que les soldes de caisses et de comptes bancaires soient en permanence absolument justifiés par les pièces comptables appropriées.

4. ASSURER LE REPORTING ET LA CIRCULATION DE L'INFORMATION

- ▶ Il/Elle envoie les rapports internes et externes à son/sa supérieur/e hiérarchique direct/e en respectant les délais de validation interne (rapports mensuels logistiques / Comptabilité / retour sur Suivis budgétaires / prévisionnel de trésorerie)
- ▶ Il/Elle participe aux réunions de coordination interne dont il/elle est un membre actif.

Zoom sur 3 activités prioritaires relatives au contexte de la mission

- ▶ Mise en place d'un système de contrôle interne, respect des procédures d'engagement des dépenses et des dossiers d'achat
- ▶ Suivi budgétaire
- ▶ Organisation, supervision et formation de l'équipe logistique en place.

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer et statut (personnel expatrié / national)

- ▶ Encadrement direct : 1 Administrateur base, 1 Logisticien base, 1 Responsable cuisine/Responsable entretien
- ▶ Encadrement indirect : 1 Logisticien d'approvisionnement (acheteur), 3 Chauffeurs, 5 Gardiens

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIÉ
FORMATION	Gestion financière/comptabilité Logistique	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Gestion des RH ▶ Formation BIOFORCE ▶ Gestion de projet
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE <ul style="list-style-type: none"> ▶ Humanitaire ▶ Internationale ▶ Technique ▶ 	Min. 1 an <i>A fortiori</i>	▶ Précédentes expériences en Afrique centrale
CONNAISSANCES & APTITUDES	▶ Gestion d'équipe	▶ Connaissances procédures bailleurs institutionnels (UE, OFDA, ECHO, AAP, agences UN...)
LANGUES <ul style="list-style-type: none"> ▶ Français ▶ Anglais ▶ Autre (préciser) 	X	
INFORMATIQUE <ul style="list-style-type: none"> ▶ Pack Office ▶ Autre (préciser) 	Bonne connaissance Excel obligatoire	Saga

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- ▶ Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités

- ▶ Bonne résistance au stress
- ▶ Sens de la diplomatie
- ▶ Capacité d'analyse
- ▶ Capacité d'adaptation et souplesse d'organisation
- ▶ Organisation, rigueur et respect des échéances
- ▶ Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature
- ▶ Capacité à travailler avec différents partenaires avec ouverture d'esprit et une communication adaptée

Conditions proposées

Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 650 à 1 980 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collective
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois